

De Londres à Anvers, la police et les services de renseignement européens impuissants face aux djihadistes "hybrides"



Les terroristes sévissant sur le territoire européen ont, dans leur grande majorité, un passé fait de délinquance, voire de crimes.

Avec Xavier
Raufer

Implacables, les faits s'accumulent depuis 2012 et le cas Mohamed Merah : à 99% tous les terroristes actifs en Europe sont des "hybrides", des terroristes ayant un passé criminel. Désormais, ces "hybrides" forment la figure sous laquelle l'hostilité frappe la planète entière à l'ère de l'Information. Et bien sûr, reconnaître cette spécificité est crucial pour le décèlement précoce et la mise hors de combat de tels individus.

A Londres tout récemment, Khalid Masood est un hybride.

A Orly le 18 mars Ziyed ben Belgacem - maintes fois condamné pour divers crimes (44 mentions au fichier des antécédents judiciaires), est un hybride.

Mohamed Merah, on l'a vu, est un hybride.

Les frères Kouachi, Coulibaly 1 et 2, La fratrie Abdeslam, presque tous les acteurs des attentats de Paris et Bruxelles à l'automne 2015 sont des hybrides.

Omar Abdelhamid el-Hussein (attentat visant une synagogue à Copenhague en février 2015) est un hybride.

Morale de l'histoire et fait qui devrait dorénavant être assimilé et compris par tous, même les enfants des écoles : à epsilon près, tous les néo-terroristes ayant frappé l'Europe depuis cinq ans, et fait couler le sang, sont des hybrides.

Hélas ! Tout le monde l'a compris sauf les polices et services de renseignement intérieur de l'Union européenne, en y incluant Europol (l'office européen de police) lui même.

L'auteur de ces lignes est membre du conseil académique d'Europol. Depuis cinq ans, il insiste auprès des chefs de cette institution pour que l'on y abroge la stupide distinction, en deux petites boîtes bien étanches, des terroristes d'un côté et des criminels de droit commun de l'autre.

Car depuis cinq ans au moins, cette distinction n'a plus aucun sens.

Rien n'y fait. Le confort bureaucratique de policiers à courte vue l'emporte toujours. Hier encore, les émissaires de la Belgique ont fait un scandale à Europol, du fait que le dernier rapport SOCTA sur le crime organisé allait reconnaître la notion d'hybride.

La Belgique ! Pays de Molenbeek et des Abdeslam, la parfaite couveuse à hybride.

Même après les 35 morts de Zaventem - circulez, il n'y a rien à voir.

Conservons des distinctions caduques issues des guerres coloniales.

Lors de cette réunion d'Europol, un collègue allemand se plaignait d'un analogue aveuglement de Berlin : en octobre 2016 encore, le gouvernement allemand publiait un texte traçant entre terrorisme et crime organisé une infranchissable barrière, en dépit des faits et d'une réalité chaque jours plus aveuglante.

En France, la DGSI (renseignement intérieur) ne fait pas mieux. Car en janvier 2017, la DGSI produisait une note secrète de 30 pages sur le terrorisme frappant la France depuis cinq ans (2012 et Mohamed Merah). Or dans cette longue analyse, disent des ministres et hauts fonctionnaires abasourdis, pas une ligne ni un mot sur les hybrides crime-terreur, Comme ces émigrés revenus en France sous Charles X, après la Révolution, la DGSI depuis Merah n'a "rien oublié et rien appris".

Ces derniers jours, Londres a d'abord réagi par le politiquement correct. Fort mal à l'aise, le chef de l'antiterrorisme de la Metropolitan Police (Scotland Yard) s'est rué sur les micros pour assurer que le terroriste "était né en Grande-Bretagne" et que l'attentat risquait d'énerver la droite radicale - gros problème selon lui. Et il a fallu 48 heures pour qu'il donne le patronyme de l'assassin.

Est-ce cela qu'on attend des services antiterroristes ? Qu'ils masquent la vérité par bienséance et perpétuent, par seul souci d'un ennemi de confort, d'ineptes distinctions entre terroristes et criminels ; énorme faute de diagnostic ayant coûté depuis début 2015 280 morts à l'Europe ?

L'Union européenne ne mérite-t-elle pas mieux, pour diriger sa lutte antiterroriste, qu'un falot "coordinateur", seulement capable de proférer les banalités d'usage sur les religions de paix et le rejet des amalgames ?

Telles sont les questions qui se posent désormais.

En vain jusqu'à ce jour, les Européens attendent des réponses.